

Michel Girin

Directeur du CEDRE

Textes
proposés
par les
intervenants

"De Minamata au Natuna Sea"

Qui sait encore que le mercure des effluents de l'usine Chisso de Minamata a fait 857 morts et 2157 handicapés entre 1956 et 1973 ? Qu'on ignorera toujours l'impact environnemental de cette catastrophe parce qu'il n'a tout simplement pas été étudié ?

Qui sait que la plus grande marée noire de l'histoire du monde n'est pas les 223 000 tonnes de l'Amoco Cadiz, mais les quelques 800 000 tonnes déversées par le sabotage du terminal pétrolier Koweïtien de Mina al Ahmadi par l'armée irakienne en 1991 ? Que des experts de plusieurs pays s'opposent actuellement dans le cadre des dommages de guerre sur la relation entre cette pollution et les captures des crevettes dans le golfe arabo-persique ?

Qui sait que l'Erika n'aura même pas tenu 10 mois la place de dernière marée noire majeure par accident de pétrolier : elle lui a été ravie, le 3 octobre 2000, par le Natuna Sea, avec plus de 7 000 tonnes de pétrole paraffinique déversées dans les eaux de Singapour ? Que l'Erika était le 5ème pétrolier de plus de 25 ans, chargé de fuel lourd, à casser dans une tempête depuis le début des années 90 ?

Qui se souvient qu'une fuite d'isocyanate de méthyle à l'usine Union Carbide de Bhopal, le 3 décembre 1984, a tué 2 500 personnes et en a affecté un demi-million, gagnant ainsi le redoutable titre de plus grande catastrophe industrielle de l'histoire ? A moins que Tchernobyl, à terme, ne finisse par faire pire ?

Qui sait encore que ces catastrophes industrielles, aussi dramatiques soient leurs conséquences, sont heureusement sans commune mesure avec les grandes catastrophes naturelles, épidémies, famines et guerres : 30 000 morts pour l'éruption de la Montagne Pelée, en 1902, 150 000 pour le tremblement de terre de Messine en 1908, autour de 400 000 pour la famine de 1891 en Russie, 13 millions pour la 1ère guerre mondiale, 20 millions pour la grippe espagnole en 1918.

Rien dans ces nombres monstrueux n'excuse en quoi que ce soit une pollution industrielle ou agricole, accidentelle ou chronique, qui vient affecter un écosystème local ou régional. Rien n'excuse l'assèchement de la moitié de la mer d'Aral, la perte d'une pêcherie de 50 000 tonnes/an,

le changement climatique local, les fausses couches et les enfants morts nés. Mais, comme le montre bien ce dernier exemple ou celui de Minamata, les catastrophes lentes, celles de la négligence ou de l'inconscience persistant des décennies entières, ont à leur actif des conséquences souvent plus lourdes que l'accident, aussi dramatique semble-t-il sur le moment.

Toutes ces informations sont faciles à trouver. Il existe des livres, des bases de données, des bibliothèques spécialisées. L'essentiel des faits sur les marées noires est disponible au Cedre. Le Barpi recense chaque année tous les accidents industriels intervenus en France, l'Ifremer et l'IFEN publient des états de l'environnement, littoral pour l'un, national pour l'autre. Pourtant, à chaque nouvelle fois, le public et les médias découvrent. Cela veut donc dire que l'information n'est pas assez disponible, ou pas assez complète, ou pas assez acceptée comme objective pour être admise.

Mais qu'est-ce qu'une information objective quand de multiples nombres apparemment contradictoires représentent tous la vérité de leurs auteurs ? Le coût total de la marée noire du Sea Empress au Pays de Galles en 1996 est ainsi estimé à 3,3 milliards de Frs par certains, 1,9 milliards par d'autres, quand l'indemnisation réclamée n'a atteint que 485 millions de Frs et les indemnisations ne totalisent aujourd'hui que 172 millions de Frs. Aucun de ces nombres n'intègre les dommages économiques de la perte de 500 emplois potentiels due à la sensibilisation locale aux risques de marées noires qui ont provoqué l'abandon d'un investissement industriel lourd générateur de ce risque.

Ce ne sont pas les données qui manquent, mais les critères pour les juger selon des règles et un barème commun, acceptés par tous. Il n'y a nul besoin d'un observatoire permanent des pollutions qui collecterait et publierait encore d'autres chiffres selon une lecture de plus des mêmes faits. Il y a, par contre, besoin d'un observatoire environnemental international des pollutions, pour interpréter des études d'impact environnemental partielles et disparates, et pour proposer des formes de restitution de leur information bien pensée, objective, et acceptable par toutes les parties en présence. ■